



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE REPRÉSENTANT DE L'ÉTAT À SAINT-BARTHÉLEMY ET À SAINT-MARTIN

SECRETARIAT GENERAL
SRAG

Arrêté n° 2017/021 /PREF/SG/SRAG du 14 février 2017
Autorisant une manifestation sportive
à Saint-Martin le 19 février 2017

LE REPRÉSENTANT DE L'ÉTAT DANS LES COLLECTIVITÉS
DE SAINT-BARTHÉLEMY ET DE SAINT-MARTIN

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2215-1 ;
- Vu le Code du Sport, notamment ses articles R 331-6 à R 331-17 ;
- Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 411-29 et R 411-32 ;
- Vu le décret n° 2012-312 du 5 mars 2012 relatif aux manifestations sportives sur les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique ;
- Vu le décret en date du 12 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jacques BILLANT, en qualité de préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe et représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin;
- Vu le décret du 21 mai 2015 portant nomination de la préfète déléguée auprès du représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin - Madame Anne LAUBIES ;
- Vu le décret du 19 juillet 2016 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin – Monsieur Thierry MAHLER ;
- Vu l'instruction ministérielle n° 00-066JS en date du 7 avril 2000 portant obligation de présentation d'un certificat médical mentionnant l'absence de contre-indication à la pratique sportive en compétition ;

- Vu** l'arrêté du 3 mai 2012 relatif aux manifestations sportives sur les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique ;
- Vu** l'arrêté n°971-2016-08-29-001/SG/MCI du 29 août 2016 portant délégation de signature générale accordée à Madame Anne LAUBIES, Préfète déléguée auprès du représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;
- Vu** la demande en date du 27 décembre 2016 formulée par Monsieur Patrick TRIVAL, président de l'Avenir Sportif Club de Saint-Martin ;
- Vu** la police d'assurance conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur souscrite par l'organisateur ;
- Vu** l'avis favorable de la Gendarmerie Nationale en date du 19 janvier 2017 ;
- Vu** l'avis favorable de la Collectivité de Saint-Martin en date du 14 février 2017 ;
- Vu** l'avis favorable du SDIS en date du 06 janvier 2017 ;
- Vu** l'avis favorable de la DJSCS en date du 10 janvier 2017 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin

A R R E T E

Article 1er : Monsieur Patrick TRIVAL, président de l'Avenir Sportif Club de Saint-Martin, est autorisé à organiser une course pédestre sur la voie publique, le 19 février 2017, dont le détail des parcours est le suivant :

Départ (6h30) : Frontière des Terres Basses, Anses aux prunes, route privée des Terres –Basses, Baie Nettlé Hôtel Mercure, Sandy Ground, giratoire de l'office de tourisme, Marina Royale, rue Kennedy, Low Town, Saint-James, giratoire de Bellevue, rue de Hollande, giratoire d'Agrément, Galisbay, marina Fort Louis, gare maritime, front de mer, boulevard de France, giratoire de l'office de tourisme, Sandy Ground, arrivée front de mer.

Article 2 : Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions des textes précités.

Article 3 : L'organisation et les moyens de sécurité seront à la charge de l'organisateur et comporteront les éléments suivants :

- Service d'ordre assuré par l'organisateur à chaque intersection et points dangereux du circuit

- Signaleurs positionnés en nombre suffisant aux points sensibles et carrefours dangereux de l'itinéraire ; la liste est jointe au présent arrêté
- Présence d'un médecin, d'une ambulance et deux secouristes.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, la Présidente du conseil territorial de Saint-Martin, le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie des Iles du Nord, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Pour le représentant de l'Etat et par délégation,
La préfète déléguée

Anne LAUBIES



Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois après sa publication ou sa notification, auprès du tribunal administratif compétent.

DESIGNATION DES SIGNALEURS

Nom et Prénom	Date de Naissance	Adresse	N° de permis de conduire	Date de délivrance
Asseeff Patrick	22/06/1955	ST MARTIN	9473185587494	23/03/2012
Elise Mesmin	11/06/1954	ST MARTIN	780593111303	06/11/2002
Avanet Esnard	05/08/1960	ST MARTIN	781080200999	10/03/1997
Trival Patrick	13/12/62	ST MARTIN	820196200595	05/11/1982
Sylvestre José	19/04/1959	ST MARTIN	810196300004	17/11/1993
Fazer Francky	17/04/1963	ST MARTIN	810996200398	11/01/1982
Aubry Jean Marc		ST MARTIN		
Jasaron Marcena	20/05/1972	ST MARTIN	901897100277	30/09/1997
Tite Magali	25/07/1972	ST MARTIN	900793220783	04/10/1990
Huc François	26/04/1966	ST MARTIN	830496100001	12/02/2010

DISPOSITIFS DE SECOURS ET DE SECURITE